

SHADOW BANKING

Le *shadow banking*, littéralement « banque de l'ombre », ou système bancaire « parallèle », désigne des entités ou des activités qui participent au financement de l'économie, mais agissent en dehors du système bancaire traditionnel.

POURQUOI EN PARLE-T-ON ?

- « Banque de l'ombre » ne signifie pas nécessairement finance occulte ou illégale. Ses composantes peuvent être régulées ou non, et quand elles le sont, la réglementation appliquée diffère de celle des banques alors que leurs activités sont proches. C'est en revanche un secteur difficile à cerner car il recouvre des structures complexes et échappe parfois au contrôle du superviseur.
- Les entités du *shadow banking* suscitent des interrogations sur leur rôle et sur les risques qu'elles pourraient comporter. En particulier, elles collectent des fonds auprès du public, non assimilables à des dépôts bancaires et par conséquent non couverts par le mécanisme d'assurance des dépôts. Elles ne bénéficient pas non plus du refinancement des banques centrales et donc de la fourniture de liquidité d'urgence en cas de tensions ou de crise.
- L'importance prise par ce secteur et ses liens avec le système bancaire appellent un suivi spécifique afin de garantir la stabilité financière et d'éviter que les difficultés éventuelles de l'une des structures ne se transmettent, par effet de contagion, à l'ensemble du système financier (risque systémique). Les régulateurs n'interdisent pas le *shadow banking* (car il permet de développer des sources alternatives ou complémentaires au financement bancaire et peut donc être favorable à l'innovation et à la croissance), mais le surveillent étroitement.

COMMENT CELA FONCTIONNE ?

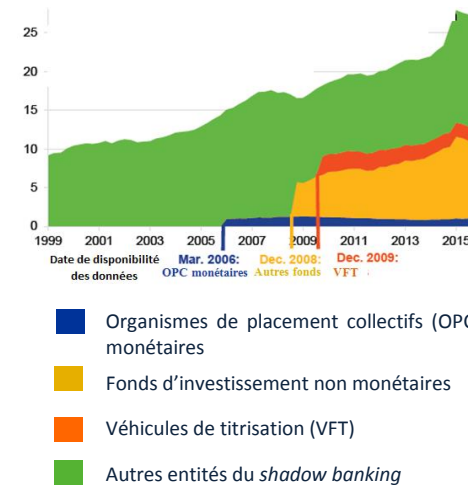
Le *shadow banking* recouvre des entités qui collectent et gèrent des fonds auprès du public sans être des établissements de crédit : organismes de placement collectifs (OPC) monétaires, fonds d'investissement, véhicules de titrisation par exemple. La liste des composantes est longue et varie selon les définitions adoptées. Le secteur est identifié par la nature des opérations pratiquées, notamment son activité d'intermédiation du crédit.

Les acteurs du *shadow banking* se financent sur les marchés financiers (par émission, vente, prêts de titres), pour prêter à l'économie (en achetant ou en empruntant des titres). Ils interviennent par exemple dans la chaîne de titrisation et développent de nouvelles façons de collecter des capitaux ou de transférer le risque. Souvent filiales de banques ou de sociétés d'assurance, ils peuvent aussi être des structures indépendantes, mais liées aux banques traditionnelles par des opérations de financement, des lignes de crédit ou de liquidité, ou encore des investissements croisés qui les rendent interdépendants.

QUELQUES CHIFFRES

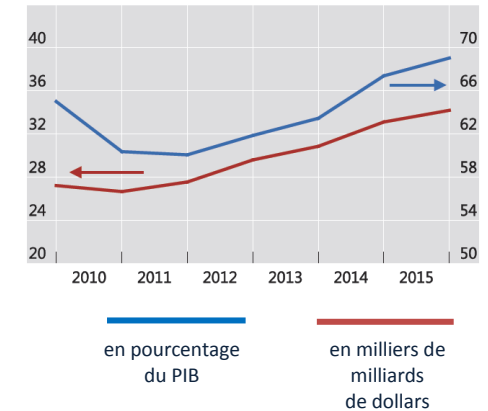
Le *shadow banking* atteint des montants élevés : d'après le Conseil de stabilité financière, les sommes gérées par le *shadow banking* au sens large représentent au niveau mondial environ 92 000 milliards de dollars en 2015. Selon un périmètre plus étroit (*shadow banking* impliquant un risque systémique), il s'élèverait à 34 000 milliards de dollars, soit près de la moitié du PIB mondial.

Actifs gérés par le *shadow banking* (définition large) en zone euro (exprimé en milliers de milliards d'euros)



Source : Banque centrale européenne (BCE)

Shadow banking dans le monde impliquant un risque systémique (exprimé en %, échelle de droite, et en milliers de milliards de dollars, échelle de gauche)



Source : Conseil de stabilité financière

POUR ALLER PLUS LOIN

- [Global Shadow Banking Monitoring Report 2016](#), Conseil de stabilité financière
- [Le Shadow Banking](#), Cercle Turgot, Laboratoire régulation financière, juin 2015
- [Le shadow banking, vecteur de risques](#), Revue Banque, mai 2015
- [La Finance non réglementée](#), Revue d'Économie Financière, n°109, mars 2013
- [Le shadow banking system et la crise financière](#), Cahiers français n°375, juillet-août 2013